



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Reims, le 11 avril 2023

Unité Départementale de la Marne

Nos réf. : n° D3 i 2023-216

Affaire suivie par :XXX

Tél. : 03 10 42 28 00

Courriel : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement : Société ONYX EST – ISDND de Beine-Nauroy. Demande de modifications des conditions d'exploiter.

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

La société ONYX EST, filiale du Groupe VEOLIA, est autorisée à exploiter les installations du site de Beine-Nauroy par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016.

Par transmission du 16 novembre 2022, la société ONYX EST a adressé à Monsieur le Préfet de la Marne un porter-à-connaissance relatif aux modifications suivantes :

- augmentation du flux annuel de déchets de bois valorisés par broyage ;
- augmentation du volume de stockage instantané des déchets de bois sur la plateforme bois ;
- réalisation du tri des déchets d'ameublement en lieu et place du stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) qui s'est arrêté en avril 2022 ;
- élargissement du secteur de la collecte des biodéchets des industries.

Dans son porter-à-connaissance, l'exploitant a démontré que les modifications envisagées :

- ne modifient pas le classement ICPE du site ;
- ne remettent pas en cause les effets, les mesures et les conclusions du dossier de demande d'autorisation initial de 1998 ;
- n'entraînent aucune modification des dangers ou inconvénients vis-à-vis des différents intérêts visés aux articles L.211-1, L.511-1 et L.181-3 du Code de l'Environnement.

Ce rapport analyse la pertinence et l'acceptabilité de la demande de l'exploitant.

L'inspection des installations classées propose d'autoriser l'exploitant à mettre en place les modifications envisagées, à travers un arrêté préfectoral complémentaire.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : XXX

Vérifié par le Chef du Pôle Ressources : XXX

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne pour le Directeur Régional, le Chef du service Prévention des Risques Anthropiques : XXX

1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société ONYX est du groupe VEOLIA exploite actuellement un centre de recyclage, de valorisation et de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Beine-Nauroy, au lieu-dit « Le Grand Montfort », dans le département de la Marne (51). Cette installation relève de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le site est actuellement autorisé par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-APC-009-IC du 29 janvier 2018 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-APC-11-IC du 21 janvier 2020 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-APC-224-IC du 23 décembre 2022 ;

Le site est soumis au régime de l'autorisation au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 2760, 3540, 2714, 2716 et 2791.

2 - CARACTÉRISATION DE LA DEMANDE DE L'EXPLOITANT

Description du projet

L'exploitant a porté à la connaissance du Préfet de la Marne sa volonté d'apporter les modifications suivantes à son site :

- une augmentation du flux annuel de déchets de bois valorisés par broyage ;
- une augmentation du volume de stockage instantané des déchets de bois sur la plateforme ;
- la réalisation du tri de déchets d'ameublement en lieu et place du stockage des DEEE ;
- un élargissement du secteur de collecte des biodéchets des industries et du bois, à l'échelle de la région Grand-Est, soit un périmètre d'environ 350 km.

Evolution du classement réglementaire

Rubriques ICPE		Situation actuellement autorisée		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature et volume	Ré-gime	Nature et volume	Ré-gime
2760	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720	- déchets non dangereux ultimes : 175 t/j - installation de déchets de matériaux de construction mention-contenant de l'amiante : 1 600 t/an (pour une réception de 6 t/j ouvrés) Total : 181 t/j	A	- déchets non dangereux ultimes : 175 t/j - installation de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante : 1 600 t/an (pour une réception de 6 t/j ouvrés) Total : 181 t/j	A
3540	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes 2. Autres installations que celles classées au titre du 1 lorsqu'elles reçoivent plus de 10 tonnes de déchets par jour	181 t/j	A	181 t/j	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 :	- broyage de bois : 45 t/j - déchiquetage de papiers-cartons : 90 t/j - plate-forme de transit de biodéchets et déconditionnement de biodéchets em-	A	- broyage de bois : 93 t/j - déchiquetage de papiers-cartons : 90 t/j - plate-forme de transit de biodéchets et déconditionnement de biodéchets	A

			emballés : 20 t/j	
	La quantité de déchets traités étant :	ballés : 20 t/j		
	1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Total : 155 t/j		
		- déchets papiers/cartons :		
	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711- et 2719.	500 m ³ (y compris la mise en balle) 12 500 m ³ (pour un flux de 10 000 t/an)		
2714	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	200 m ³ (y compris la mise en balle)	E	E
	1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Total : 13 200 m ³		
	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.	- déchets non dangereux y compris les déchets métalliques en mélange : 60 000 t/an - biodéchets : 180 m ³	E	E
2716	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	Total : 13 380 m ³		
	1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³			
	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.			
2710	2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	< 300 m ³ de déchets non dangereux	DC	DC
	b) Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 300 m ³ (DC)			
	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.	600 m ³	DC	NC
2711	Le volume susceptible d'être entreposé étant :			
	2. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³			
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à	350 m ³ /an	D	NC

Total : 203 t/j

Capacité du broyeur bois : 300 t/j

- déchets papiers/cartons : 500 m³ (y compris la mise en balle)

- déchets de bois : **12 650 m³** (pour un flux de **22 500 t/an**)

- déchets d'ameublement : **1 500 m³** (pour un flux de **6 500 m³/an**)

- déchets de caoutchouc, plastique, polymères : 200 m³ (y compris la mise en balle)

Total : 14 850 m³

- déchets non dangereux y compris les déchets métalliques en mélange :

60 000 t/an
- biodéchets : **200 m³**

Total : 15 050 m³ *

carburant de véhicules.

2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³

Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :

- 3532 - traitement biologique
- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération
- traitement du laitier et des cendres
- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants

Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :

essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.

4734

1 cuve de gaoil et 2 cuves de GNR
Stockage aérien
42,25 m³ soit 35 t avec une densité de 0,83

NC

1 cuve de gaoil et 2 cuves de GNR
Stockage aérien
42,25 m³ soit 35 t avec une densité de 0,83

NC

Prétraitement du bois qui sera valorisé en incinération : 74 t/j

NC

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

* le volume de 15 050 m³ correspond au cumul des activités exercées au titre des rubriques 2714 et 2716.

Evolution des impacts

L'exploitant a transmis à l'inspection une actualisation de son étude d'impact.

Les volets suivants ont été étudiés :

- | | |
|---|---|
| - phase chantier | - patrimoine culturel et paysager |
| - milieu humain | - énergie et climat |
| - air et santé | - nuisances acoustiques, lumineuses et vibrations |
| - eaux | - circulation et trafic |
| - sol, sous-sol et eaux souterraines | - déchets |
| - milieux naturels, habitats et espèces | - risques naturels et technologiques |

Celle-ci permet de conclure que les modifications demandées par l'exploitant ne sont pas de nature à remettre en cause les effets, les mesures et les conclusions issus du dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial. L'étude permet de conclure que les modifications demandées n'auront qu'un impact léger sur le trafic des véhicules (11 poids lourd supplémentaires par jour, soit un impact sur les axes : 7 % sur la D33 et 1,5 % sur la D931).

Evolution des dangers

L'exploitant a transmis à l'inspection une actualisation de son étude de danger en intégrant les nouveaux phénomènes dangereux identifiés (notamment l'augmentation de stockage du bois). L'étude permet de conclure à l'absence de modification des dangers potentiels.

Les moyens d'extinction d'incendie et les moyens de rétention des eaux d'extinction d'incendie sont suffisamment dimensionnés pour les modifications proposées par l'exploitant.

Extension du rayon de chalandise pour le bois

Dans son porter-à-connaissance, l'exploitant a sollicité un élargissement de l'origine géographique des biodéchets et des déchets bois à l'ensemble de la Région Grand Est, soit un périmètre d'environ 350 km.

VEOLIA dispose de plusieurs installations de regroupement et broyage de déchets de bois en Grand-Est. Il convient de limiter et d'optimiser les transports de déchets et matériaux, en application du principe de proximité. Le gisement de déchets de bois est très sollicité par les différents projets de CSR, chaufferies biomasse.

Il est proposé d'ouvrir la zone de chalandise au département et départements limitrophes, avec possibilité de l'étendre à tout le Grand Est en cas de dysfonctionnement d'une des installations de l'exploitant.

Révision des garanties financières

Conformément à l'article 1.6.6 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016, l'exploitant a transmis dans son porter-à-connaissance une révision du montant des garanties financières.

3 – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'absence d'impact significatif et le caractère non-substantiel de ces modifications sont justifiés de la façon suivante :

- les modifications n'entraînent pas de modifications des Valeurs Limites d'Émissions (VLE) ;
- les modifications n'entraînent pas de danger ou d'inconvénients significatifs pour l'environnement ;

Après examen du dossier, la demande de modifications est considérée comme notable mais non-substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer les modifications par un arrêté préfectoral complémentaire.

Elle nécessite la mise à jour des prescriptions préfectorales :

- article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2016 : le tableau de classement des rubriques ICPE ;
- article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2016 : la consistance des installations autorisées ;
- article 1.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2016 modifié par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2022 : l'origine géographique des déchets.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe. Cet arrêté reprend l'ensemble de modifications sollicitées par l'exploitant.

L'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'indiquer à la société ONYX EST qu'il ne s'agit pas de modifications substantielles nécessitant une nouvelle autorisation, et d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral ci-joint. En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.